Climate Funds Update

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
NORTH AMERICA

ODI

Note thématique sur le financement climatique: le financement de l'atténuation

Fondamentaux du financement climatique 4

DÉCEMBRE 2015

Sam Barnard, **Alice Caravani**, **Smita Nakhooda**, ODI
et **Liane Schalatek**, HBS

La nécessité d'atténuer les effets des changements climatiques devient de plus en plus urgente, du fait des efforts trop insuffisants pour réduire drastiquement les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). Le financement climat peut jouer un rôle crucial en soutenant les efforts des pays en développement pour assurer la transition vers des systèmes de production et de consommation énergétiques écologiquement viables. Il peut également contribuer à lutter contre la pauvreté énergétique et renforcer la sécurité énergétique, deux priorités pour le développement des pays. Les principales sources de financement public internationales destinées à l'atténuation sont le Fonds pour les technologies propres (FTP), administré par la Banque mondiale, et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Pour leur part, le Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF), créé par l'UE, et le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP), administré par la Banque mondiale, fournissent des financements à plus petite échelle en matière d'atténuation. Depuis 2008, 53% des financements climatiques ont été alloués à des activités d'atténuation dans les pays qui connaissent une croissance économique rapide, et principalement pour aider au développement des technologies liées aux énergies renouvelables et de rendement énergétique. Le montant cumulé des financements approuvés pour l'atténuation des émissions mondiales a augmenté de 6,63 milliards $ en 2014 à 7,24 milliards $ au novembre 2015.

Introduction

Il y a consensus - confirmé par le 5ème rapport du groupe intergouvernemental sur l'évolution climat (GIEC 2014) - sur l'impératif de maîtriser le réchauffement climatique en-deçà de 2° C, si l'on veut éviter ses effets les plus dangereux. Mais la fenêtre d'opportunité pour y arriver pourrait se fermer très vite. Le rapport prédit que les émissions de Gaz à Effet de Serre doivent baisser de 40 à 70% d'ici 2050 par rapport à leur niveau en 2010 pour ne pas dépasser le seuil de 2°C.

Cet effort immédiat de réduction incombe principalement aux pays développés même s'il est essentiel que les pays en développement intègrent l'atténuation climatique dans leurs plans de développement et appliquent des stratégies de développement bas-carbone. Le financement climat international aide les pays en développement à mettre en œuvre des actions d'atténuation prioritaires, y compris des programmes sur les énergies renouvelables, l'efficience énergétique et le transport durable.

Quels sont les principaux fonds climat spécialisés dans le financement de l'atténuation ?

La figure 1 montre les multiples sources de financements climatiques spécialisés dans les actions d'atténuation. Ces sources ont des variations d'accessibilité des données et le

Tableau 1: Les fonds qui financent principalement l'atténuation (2003-2015)

Fonds	Engagé	Déposé	Approuvé	Projets approuvés
Fonds pour les technologies propres (FTP)	5,299	5,128	4,101.32	76
Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF)	169.5	163.5	89.07	11
Fonds spécial du Fonds pour l'environnement mondial (FEM 4)	1,082.98	1,082.98	953.03	235
Fonds spécial du Fonds pour l'environnement mondial (FEM 5)	1,350	776.74	865.1	239
Fonds pour l'environnement mondial (FEM 6)	1,101.12	1,078.05	196.87	47
Partenariat pour la préparation à la commercialisation (PMR)	126.5	106.5	51.95	30
Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP) pour les pays à faible revenu	528	528	168.08	29

Figure 1: Architecture financière de l'attenuation (US$ millions)

Financement privés (développés ou en cours)

Developeurs de projets	-
Intervenants et fabriquants organisationels	-
Ménages	-
Institutions commerciales financiaires	-
Investisseurs institutionels	-
Capital d'investissement, le capital-risque, fonds d'infrastructure	-

Institutions publiques multilaterales (projets approuves en 2014)

CCNUCC

Fonds pour l'environnement global	224
Fonds verts climatiques [3]	47

Non CCNUCC

Fonds de technologie propre	634
Intensification des programmes d'énergie renouvelable	54
Partenariat pour la préparation au marché	18
Facilite NAMA	39

Institutions publiques de pays developpés

UK International Fonds Climatique [4]	242
Allemagne Initiative Internationale sur le Climat	85
Etats Unis	-
Divers	-

Financements publics de pays developpés

Budgets nationaux	-
Entreprises d'État et instruments d'investissement	-
Banques nationales de développement des pays en développement	-

Institutions de financement de developpement (dépenses annuelles de ressources propres pour l'atténuation en 2014)[2]

Banque d'investissement pour les infrastructures en Asie	-
Nouvelle banque de developpement	-
Club de financement pour le developpement international	72
Banque Mondiale	5,488
BAD	5,488
BAfD	944
EIB	4,862
BERD	3,760
BID	1,993
IFC	2,465

Autres organisations internationales

PNUD	-
PNUE	-
UNIDO	-

Canaux et fonds nationaux et regionaux [5]

Fonds Africain pour le changement climatique (AfDB) [1]	Fonds d'affectation spéciale indonésien des changements climatiques	Fonds d'affectation vert Sud Africain
6	22	24

- Organismes d'exécution
- Financement privé
- Finances publiques domestique
- Initiatives et fonds spécialisés pour le climat suivis par CFU
- Fonds et initiatives dédiés de financement du climat pas encore suivis par CFU

1. On ne sait pas combien de la garantie total ira à l'adaptation active
2. Les donnees comprennent 3,278 millions US$ utilises dans les EU13 a travers tous les OMD
3. Approbation du GCF en 2015
4. Approbation du GB ICF pour 2013
5. Finances cumulé depuis sa création , les totaux ne annuels

tableau 1 présente fonds climat spécialisé suivi par l'UFC qui soutiennent principalement les actions d'atténuation dans les pays en développement. Les fonds ont des capacités différentes – que ce soit par la taille des projets qu'ils approuvent ou le nombre de pays en développement auxquels ils fournissent un appui (figure 2). Par exemple, les 76 projets approuvés dans le cadre des Fonds pour les technologies propres (FTP) au bénéfice de quelques marchés émergents pour atteindre des actions à grande échelle. Le FTP a approuvé 4,1 milliards $ de prêts programmatiques pour ces pays. En revanche, le FEM 4,5 et 6 financent plus de 500 projets dans la plupart des pays en développement avec la moitié du montant dépensé par le FTP. Le Système transparent d'allocation des ressources (STAR) du FEM permet aux pays en développement dont le revenu par habitant est faible d'avoir accès à de petits financements du FEM.

Le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP), qui fait partie des Fonds d'Investissement Climat (FIC), cible le développement des énergies renouvelables et l'accès à l'énergie dans les pays en développement les plus pauvres. En octobre 2015, il a approuvé 29 projets. Le Partenariat pour la préparation au marché, quant à lui, est une initiative relativement récente, qui travaille actuellement pour aider 17 pays à revenus intermédiaires à mettre en œuvre des politiques visant à promouvoir l'investissement privé dans les activités d'atténuation.

Figure 2: Les fonds qui financent principalement l'atténuation (2003-2015)

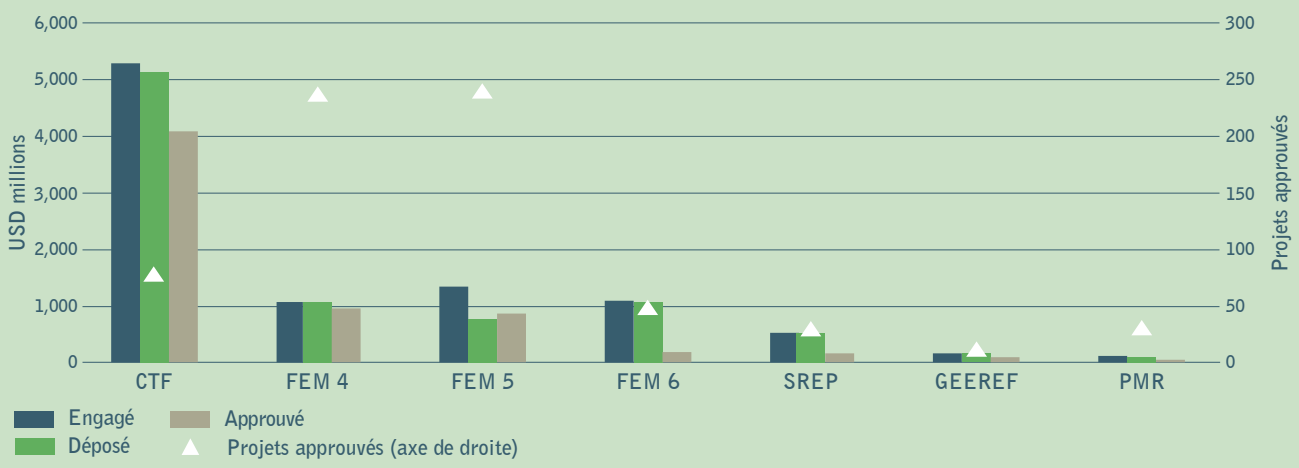
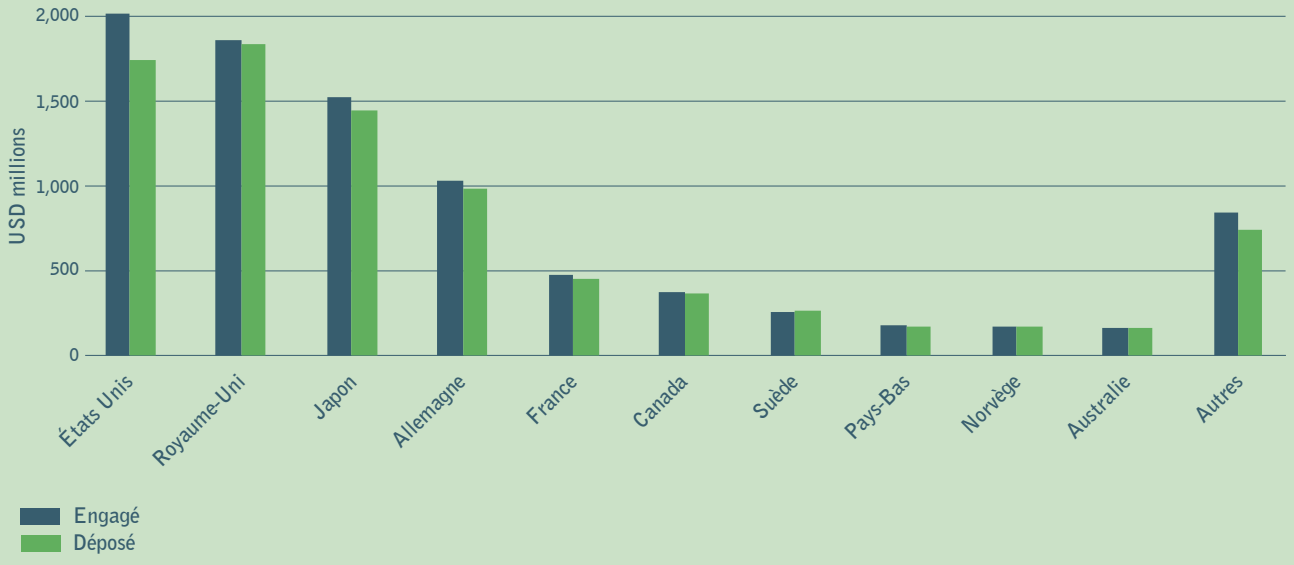


Figure 3 : Montants engagés et déposés pour les projets d'atténuation (2003-2015)



Le mois passé, a vu en outre les premiers projets approuvés par le Fonds vert pour le climat, un nouvel organisme de financement en vertu de la CCNUCC qui est configuré pour être un acteur majeur dans l'espace d'atténuation.

Origine des fonds engagés et déposés dans les Fonds pour l'atténuation

À ce jour, les engagements des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne et de la France en faveur des fonds cités au tableau 1 représentent 72% du total des fonds annoncés (9,6 milliards $). Sur le total des montants promis par ces pays, environ 8,9 milliards $ seulement ont déjà été versés à ces fonds. La somme de 6,4 milliards $ (soit 72% du montant versé par l'ensemble des donateurs) a été approuvée pour l'aide aux projets et programmes. Le GCF a jusqu'à présent reçu des engagements de 10,2 milliards US$, avec 5,8 milliards US$ déposés. La moitié de ce montant ira vers de futurs projets et programmes d'atténuation / adaptation.

Destinataires et types de projets financés en matière d'atténuation

Les financements pour l'atténuation ont été distribués plutôt équitablement entre les différentes régions du monde en développement (voir figure 4). La répartition entre pays, en revanche, est bien moins équilibrée puisque vingt pays seulement ont perçu 76 % du total de ces financements. Les principaux récipients des financements (approuvés) pour l'atténuation ont été les pays en plein essor économique affichant des besoins et un potentiel importants en matière d'atténuation – le Maroc (614 millions $), le Mexique (596 millions $), l'Inde (565 millions $), l'Afrique du Sud (504 millions $) et l'Ukraine (408 million $). Il existe parfois une tension entre l'opportunité de soutenir des initiatives d'atténuation des GES à grande échelle dans un nombre restreint de pays, et celle d'investir dans des solutions à petite échelle dans l'ensemble des pays en développement. Un grand nombre de projets financés par le FEM et le SREP ont cherché à renforcer l'accès à l'énergie pour les pauvres en soutenant l'électrification rurale à base d'énergies renouvelables.

Figure 4 : Répartition régionale du financement pour l'atténuation (2003-2015)

- Asie Est et Pacifique **21%**
- Amérique latine et Caraïbes **17%**
- Europe et Asie centrale **17%**
- Afrique subsaharienne **13%**
- Moyen-Orient et Afrique du Nord **12%**
- Monde **11%**
- Asie du Sud **9%**

La majorité des projets d'atténuation financés favorisent les initiatives liées aux énergies renouvelables ou l'efficience énergétique, étant entendu que plus de 40 % des émissions de GES proviennent de la production et de la consommation d'énergie. Plusieurs des plus importants investissements de la finance climatique ont soutenu des projets d'énergie solaire concentrée au Maroc, en Afrique du Sud et en Inde. Ces investissements commencent à démontrer l'impact de financements climatiques ciblés peut avoir dans la fabrication de technologies innovantes viables (CPI, 2014).

À noter que cette année, le FEM est en train de changer sa stratégie de programmation s'éloignant de projets d'investissements de technologies spécifiques vers une approche programmatique plus holistique qui transcende les différentes zones d'impact (FEM 2014). Par exemple, le fonds a approuvé un programme de 134 millions $ pour promouvoir le développement urbain à faible teneur en carbone et respectueux de l'environnement dans 23 villes à travers le monde.

In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Financing Intended Nationally Determined Contributions (INDCs): Enabling Implementation**. Meryln Hedger and Smita Nakhooda analyse the current and potential role for finance in INDCs published to date (October 2015).
  Available at: **http://bit.ly/1PzzKqc**
- **Climate Finance for Cities: How can climate funds best support low-carbon and climate resilient urban development?** Sam Barnard reviews the approaches taken by multilateral climate funds to support climate action in cities (June 2015).
  Available at: **http://bit.ly/1eTq23L**
- **What counts: tools to help define and understand progress towards the $100 billion climate finance commitment.** With Paul Bodnar, Jessica Brown, ODI's Smita Nakhooda, layout five simple tools to consider what should count to the 2020 target (August 2015).
  Available at: **http://bit.ly/1PzzQ0Y**
- **10 things to know about climate change and financing for development.** Smita Nakhooda and Charlene Watson highlight what you need to know about climate change and development finance (July 2015).
  Available at: **http://bit.ly/1RuUVgr**
- **From Innovative Mandate to Meaningful Implementation: Ensuring Gender-Responsive Green Climate Fund Projects and Programmes.** Liane Schalatek looks at the potential for the GCF to support gender responsive climate action (November 2015).
  Available at: **http://bit.ly/1HtEyMB**

Contact us for more information at **info@climatefundsupdate.org**

Références et liens utiles

Fonds climatique mise a jour: www.climatefundsupdate.org (données accessibles en novembre 2015)

CPI (2014). Le rôle des finances publiques dans les CSP: leçons apprises. Venise, Italie: Initiative de politique du climat.

GEF (2014). GEF-6 Directions de programmation. Washington, DC: GEF.

IPCC (2014). Changement climatique 2014: rapport de synthèse. Contribution des groupes de travail I, II et III au cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques. Genève, Suisse: IPCC.

Notes

1. L'initiative bilatérale japonaise (Financements à mise en œuvre rapide) est exclue car ses financements climatiques ne sont comparables à aucune autre contribution bilatérale présentée ici. Pour une analyse détaillée de cette initiative et des principales contributions climatiques, voir : http://www.climatefundsupdate.org/global-trends/fast-start-finance
2. Récemment, lors de la 6ème reconstitution du FEM (2014-2018), le 1,26 milliards $ ont été engagés pour la programmation climatique

Les Notes Fondamentaux du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur **www.climatefundsupdate.org**

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel:+44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street | NW | Suite 500 Washington | DC 20005 | USA
Tel:+1 202 462 7512